

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
Bureaux -3 rue du Carbone - Orléans la Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 30/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)

25 rue Principale
57635 Hérange

Références : 143/2026
Code AIOT : 0010003616

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS) implanté Petit et Grand Secval 45300 Dadonville. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25 avril 2025 portant sur l'entretien des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE DADONVILLE (exCRAMBES SAS)
- Petit et Grand Secval 45300 Dadonville

- Code AIOT : 0010003616
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS CARRIERES DE DADONVILLE, appartenant au groupe Denis KUCHLY (80%) et à Aurélie Girard (20%), a repris l'exploitation du site à compter du 1er décembre 2021. Le site était précédemment exploité par la société CRAMBES. Ce changement d'exploitant a été acté par arrêté préfectoral du 22 juillet 2022.

Les activités sont actuellement réglementées par :

- l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2018 qui autorise l'exploitation de la carrière pour une durée de 15 ans,
- l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 7 juillet 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Trackdéchets	Code de l'environnement du 04/03/2026, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques (PdC n°2 de l'inspection du 19/02/2025)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Aménagement en faveur de l'herpethofaune (PdC n°4 du 19/02/2025)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Dépot des horizons humifères (PdC n°5 de l'inspection du 19/02/2025)	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Quantité maximale extraite	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.3.	/	Sans objet
5	Cote minimale du carreau	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.1.	/	Sans objet
6	Cote de remise en état	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.1.	/	Sans objet
7	Déchets inertes réceptionnés	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.1.	/	Sans objet
10	Registre d'admission des terres	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/04/2025 peut être levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques (PdC n°2 de l'inspection du 19/02/2025)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/02/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2025
Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques du site. La vérification a été réalisée le 19/09/2025 par la société BUREAU VERITAS.

Sur ce rapport, l'inspection remarque que des observations ont été formulées par l'organisme de contrôle. La majorité de ces observations sont nouvelles. De plus, sur les 33 observations relevées en 2023 seules 5 ont été maintenues. Elles concernent, pour la plupart, des problèmes de lisibilité et d'identification de composants.

Par conséquent, l'inspection considère que l'exploitant réalise le suivi et l'entretien de ses installations électriques.

Plus d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Aménagement en faveur de l'herpéthofaune (PdC n°4 du 19/02/2025)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 10.1.7

Thème(s) : Autre, Aménagement de pierriers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/02/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/09/2025

Prescription contrôlée :

Dès la notification du présent arrêté, 10 pierriers d'une surface moyenne de 2 m² chacun sont mis en place en périphérie de la zone exploitée. Ces abris sont constitués de blocs de roches et de pierres (Ø 100 - 400 et quelques gros blocs sur le dessus), dont l'empilement et l'exposition au soleil sont définis par un expert herpétologue. Ils sont constitués avec les matériaux provenant du site.

(...)

Leur localisation précise sur le terrain est déterminée par un écologue lors de la mise en œuvre de la mesure.

Constats :

<p>Lors de la visite du site, l'inspection a pu constater que les aménagements en faveur de l'herpéthofaune n'avaient pas été réalisés.</p> <p>Néanmoins, par courrier du 27 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les photos attestant de la réalisation de ces aménagements en faveur de la faune.</p> <p>Dans ces conditions, l'écart est levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Dépôt des horizons humifères (PdC n°5 de l'inspection du 19/02/2025)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur maximale des stocks de terre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/02/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/07/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le dépôt des horizons humifères ne doit pas avoir une hauteur supérieure à 2 m afin de lui conserver ses qualités agronomiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel:</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait observé la présence d'un stock de terres végétales dont la hauteur était supérieure à 2m.</p> <p>Constats 2026:</p> <p>Le stock de terre qui était trop haut a été utilisé pour la remise en état de la zone de l'ancien bassin. Ce stockage a donc disparu.</p> <p>Toutefois, un nouveau stockage est en cours de constitution dans le cadre du décapage de la tranche 2. Lors de la visite du site ce stockage dépassait également la hauteur de 2 m. Mais par courriel du 27 mars 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection les photos attestant que la hauteur du stock avait été réduite à deux mètres.</p> <p>Plus d'écart constaté sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Quantité maximale extraite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.2.3.
Thème(s) : Situation administrative, Quantité maximale extraite
Prescription contrôlée : [...] La production maximale de matériaux extraits de la carrière est de 220 000 tonnes/an (avec une moyenne de 187 000 tonnes/an).
Constats : En 2025, l'exploitant a extrait 57 470 tonnes de matériaux du site. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Cote minimale du carreau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.3.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction à sec
Prescription contrôlée : Le carreau de la carrière a pour cote minimale 109 m NGF. [...]
Constats : Sur le dernier plan de relevé géomètre réalisé le 14 novembre 2025 par le bureau AXIS CONSEILS, l'inspection constate que le point le plus bas sur la zone d'extraction sud est à 109,17 m NGF. Pas d'écart relevé sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cote de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Cote de remise en état
Prescription contrôlée : La remise en état du site consiste en un remblayage total de l'excavation pour retour à la cote initiale des terrains de 121 à 122 m NGF. [...]
Constats : La zone Ouest qui était utilisée pour le stockage des boues a été totalement remise en état. Sur le dernier plan de relevé géomètre réalisé le 14 novembre 2025 par la bureau AXIS CONSEILS, l'inspection constate que la zone remise en culture présente des côtes oscillant entre 121 et 122 m NGF.

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets inertes réceptionnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des déchets réceptionnés

Prescription contrôlée :

[...] Les déchets d'extraction inertes internes au site (résidus, stériles et morts-terrains) sont prioritairement employés pour la remise en état du site lors du remblaiement. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :

CODE DÉCHET	DESCRIPTION	RESTRICTIONS
17 01 01	béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas	Uniquement les déchets de construction et de

	céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe (hors sites contaminés)

Constats :

Lors de la visite du site, l'inspection a réalisé un contrôle visuel des déchets réceptionnés et entreposés sur la zone de verse. Sur site, l'inspection constate que les déchets sont composés à 98% des terres et de cailloux. L'inspection note la présence d'un chargement contenant quelques inertes de déconstruction (briques, tuiles, parpaings, terre, pierres en mélange).

Pas d'écart relevé sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des retombées des poussières dans l'environnement

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. [...]

Constats :

En 2025, l'exploitant n'a pas assuré la surveillance de la qualité de l'air via la mesure des retombées de poussières dans l'environnement.

Il a cependant présenté un devis signé pour la réalisation de cette surveillance en 2026.

Le dernier contrôle a été réalisé en 2024.

Dans l'attente des résultats, l'écart est relevé.

Écart : L'exploitant n'a pas assuré une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières depuis plus d'un an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès réception des résultats, l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de mesure des retombées de poussières dans l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Trackdéchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/03/2026, article R.541-43-1
Thème(s) : Situation administrative, Enregistrement des entrées de déchets sur Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, (...) les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments. II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées (...) Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. (...)
Constats : Avant la visite, la consultation du site vigiedéchets (base de données Trackdéchets) a permis à l'inspection de constater que la société SAS Carrière de Dadonville n'a pas créé de compte et ne renseigne pas les entrées de terres et sédiments. Après échange, l'exploitant a confirmé ne pas enregistrer de données sur cette application par méconnaissance de cette obligation. Écart : L'exploitant ne transmet pas les données de son registre des entrées au ministre chargé de

l'environnement via l'application Trackdéchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Registre d'admission des terres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.4.3.2.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des terres
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ; - l'origine des déchets ; - les moyens de transport utilisés ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à l'annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 3 mai 2000) ; - la masse des déchets, mesurée par pesée à l'entrée de l'installation ; - le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A a demande de l'inspection, l'exploitant a présenté son registre "papier" des entrées de déchets. Il détient également un registre informatique "PEGASE" qui gère les pesées entrées/sorties. Par sondage, l'inspection a contrôlé que l'ensemble des champs définis par l'article 2.4.3.2.3. précité est accessible.</p> <p>Pour chaque lot une pochette est créée et contient la DAP (Demande d'Admission Préalable) et tous les bons de réception et d'accusés de réception.</p> <p>Sur les bons, sont mentionnés la date d'arrivée du déchet, l'origine des déchets, le transporteur, le client, le code déchets et les résultats des pesées (entrée - sortie).</p> <p>Le contrôle qualité est réalisé soit par la responsable au pont bascule quand les camions sont suffisamment petits pour le permettre, soit sur la zone de déchargement par le conducteur d'engin.</p> <p>Les motifs de refus concernent uniquement des problèmes de qualité : présence de déchets non conformes (plastiques, amiante, bois) dans les apports. Dans ces conditions, le chargement repart directement et s'il est déchargé, l'exploitant recharge les déchets du client et lui facture le cout du rechargement.</p> <p>Pas d'écart relevé sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite